

Janvier 2014

2013 : Quel bilan de la politique russe en Méditerranée et au Moyen-Orient ?

Par Roland Lombardi, doctorant à l'IREMAM, Aix-Marseille Université, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Une fin d'année ensanglantée

A la fin de l'année 2013, la Russie fut touchée par deux attentats sanglants. A Volgograd (anciennement Stalingrad, dans le sud de la Russie), le 29 décembre dans la gare ferroviaire, puis le 30 décembre dans un trolleybus, deux kamikazes (une femme et un homme) se sont fait exploser causant la mort de trente-quatre personnes et plus d'une centaine de blessés graves.

Même si ces attaques, à quelques semaines de l'ouverture des Jeux olympique de Sotchi, n'ont pas eu l'air de susciter (à l'inverse par exemple des attentats de Boston d'avril dernier et qui avaient fait 3 morts et plus de 200 blessés) un quelconque émoi dans les médias français et occidentaux ainsi que parmi la communauté internationale, ce drame est pourtant un coup dur pour Moscou.

Il est aussi navrant d'entendre certains commentaires, ici et là, et qui peuvent se résumer par une phrase cynique, non dénuée malheureusement d'une certaine réjouissance à peine dissimulée : « les Russes paient leur soutien au régime syrien ! »

Il faut ici rappeler que la Russie connaît depuis fort longtemps le terrorisme islamiste. D'ailleurs, jusqu'au 21 octobre 2013, où déjà une femme kamikaze avait déclenché une explosion dans un bus, la région du Caucase et d'Asie centrale connaissent, depuis les années 1990 et de manière chronique, des violences et des attaques djihadistes.

Rappelons aussi aux pourfendeurs de la politique russe de lutte tous azimuts contre l'islam radical en Méditerranée et au Proche-Orient, que malheureusement un pays comme la France n'est absolument pas à l'abri de ce genre d'attaques. Elle serait même, comme la Russie, en première ligne !

En matière de terrorisme, le risque zéro n'existe pas ! Et l'histoire nous apprend que ce ne sont ni la politique pro-arabe de la France initiée depuis la fin des années 1960, ni même une soi-disante « sanctuarisation »¹ du territoire français et encore moins des salamalecs envers le Qatar ou l'Arabie Saoudite qui ont mis ou mettront notre pays à l'abri du terrorisme islamiste.

Loin de là...Est-il besoin de rappeler les actions terroristes des groupes Abou Nidal ou Carlos dans les années 1970-1980, les vagues d'attentats de 1986 ou de 1995 ou encore, les fusillades de Mohamed Mehra en 2012 ? A-t-on oublié les prises d'otages de Français au Liban dans les années 1980 ou celle de Marignane en décembre 1994 ou encore le gang de Roubaix en 1996 ? Par ailleurs, sans parler de toutes les autres tentatives d'attentats déjouées, la liste est longue concernant les attaques terroristes qui ont ciblé la France.

¹ Dans les années 1970-1980, la France avait passé un accord très discret avec le Fatah puis l'OLP : en contrepartie de l'attitude et de la politique de la France, aucun attentat ne devait être commis sur le territoire français... Cf. J.-P. PERRET et C. VILLENEUVE, *Histoire secrète du terrorisme*, Paris, 1987, p. 44.

Gardons encore à l'esprit que les troupes françaises sont aujourd'hui engagées au Mali pour combattre les milices islamistes et surtout, que plus de 700 Français musulmans combattent actuellement en Syrie auprès des groupes djihadistes !
Que se passera-t-il lorsque certains reviendront ?

Car, en dépit de ce que voudraient croire certains et comme l'histoire le prouve, la France, quoiqu'elle fasse, sera toujours considérée comme une « puissance chrétienne » faisant partie du *Dar al-Harb* par tous les groupes radicaux islamiques. Elle sera toujours en tête de liste des pays-cibles du djihad avec les Etats-Unis, Israël, le Royaume-Uni et aujourd'hui la Russie. Il suffit juste de voir aussi comment sont considérées les troupes françaises par les milices musulmanes en Centrafrique...

En tout cas, la Russie n'est pas intimidable et la force voire la force brutale reste encore son principal argument face aux terroristes. Pour paraphraser la déclaration de Vladimir Poutine faisant suite au lancement des opérations en Tchétchénie en septembre 1999, il ne fait aucun doute que les Russes iront « buter les terroristes jusque dans les chiottes ! ».

Gageons enfin, que ce ne seront pas les attentats de Volgograd, ou même d'autres qui pourraient suivre, qui entameront la détermination des Russes dans leur ligne politique en Méditerranée comme au Moyen-Orient.

Egypte et Syrie : les bonnes affaires russes

Car, le volet principal de la politique russe en Méditerranée, à savoir justement cette lutte contre l'islam politique dans le seul but de préserver ses propres intérêts sécuritaires (crainte de contagion d'un « printemps islamiste » dans le Caucase et les ex-républiques d'Asie centrale), a surtout payé en 2013. D'abord sur le plan diplomatique (en Syrie) et à présent sur le plan commercial (en Syrie et en Egypte).

En effet, en moins de trois mois, la Russie vient de connaître des succès commerciaux conséquents en Egypte et en Syrie.

D'abord en Egypte où le 13 novembre dernier, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et celui de la Défense, Sergueï Choïgou, effectuaient une visite importante au Caire pour s'entretenir avec leurs homologues égyptiens respectifs, Nabil Fahmy et le général Abdel Fattah al Sissi.

Cette visite hautement symbolique s'inscrit tout à fait dans la politique russe au Proche-Orient (la lutte contre l'islamisme radical et le terrorisme, la défense et le développement de ses intérêts économiques et enfin, la protection des chrétiens d'Orient).

En choisissant d'ouvrir ses bras à la Russie, le nouvel homme fort du Caire, le général al-Sissi, sait qu'il pourra compter sur un nouveau partenaire sûr et surtout fidèle. Les Russes le soutiendront dans sa lutte radicale et implacable contre les Frères musulmans. Il sait aussi que Vladimir Poutine, malgré les pressions et les condamnations internationales, ne vacille pas et reste toujours imperturbable. Sur le dossier syrien et avec les succès que l'on connaît, il le démontre depuis plus de deux ans...

Mais au-delà de la coopération militaire annoncée, les Russes et les Egyptiens vont aussi s'engager dans des relations commerciales prometteuses et solides.

En effet, après deux ans de troubles socio-économiques, l’Égypte d’al-Sissi, à la recherche de nouveaux investisseurs pour relancer son économie, va certes devenir un client potentiel pour l’industrie d’armement russe mais aussi et surtout, la cible de futurs investissements russes notamment dans le secteur touristique dévasté par le « printemps du Nil » ou gazier dont les infrastructures sont dans un état déplorable.

En Syrie enfin, grâce au soutien infaillible de la Russie, Bachar al-Assad est toujours en place et commence même à remporter des victoires sur le terrain. Ainsi, le régime syrien s’est aussi permis le luxe de signer, avec une entreprise russe, le 25 décembre dernier, un important accord de prospection pétrolière et gazière, pour une durée de vingt-cinq ans, dans les eaux territoriales syriennes.

Cet accord a été signé à Damas, au siège du ministère du pétrole et des ressources minières. Il marque ainsi le début d’une coopération entre l’entreprise russe Soyuzneftegaz Company et la Compagnie générale syrienne du pétrole, qui pourront commencer dès lors leurs travaux de prospection sur une superficie de plus de 2 000 km².

Si les découvertes de gaz et de pétrole près des côtes syriennes s’avèrent aussi encourageantes (ce qui est fort probable d’après les experts) que celles des Israéliens et des Chypriotes (qui sont d’ailleurs dans la zone des partenaires commerciaux importants de Moscou) dans leurs propres eaux territoriales, les Russes risquent fort de faire une très bonne affaire tout en remodelant la géopolitique de la région (où ils paraissent d’ailleurs de plus en plus incontournables) à leur avantage.

Moscou s’est déjà énormément investi dans le bassin méditerranéen notamment en Grèce, à Chypre (où Moscou est le premier investisseur), en Italie (importants partenariats énergétiques), en Espagne (investissements dans l’immobilier) et en Israël (important partenariat dans les domaines civil et militaire). De plus, la Russie peut encore compter sur l’Algérie, pays dont elle fournit la majorité de son armement et avec lequel de nombreux accords de toutes natures (surtout énergétiques) ont été signés au cours les années 2000.

Assurément, ce rapprochement avec l’Égypte et la signature du contrat syrien sont des nouveaux succès diplomatiques (sans oublier l’épisode ukrainien...). Mais ils sont aussi une nouvelle preuve du réalisme et du dynamisme de la politique diplomatique et commerciale russe dans la région.

Quant au président français, il s’est rendu en Arabie Saoudite, le 29 et 30 décembre dernier. On ne peut pas dire que cette visite fut un franc succès. À part s’aligner diplomatiquement, une nouvelle fois, sur la politique d’un pays dont les visées au Proche-Orient sont aux antipodes des intérêts français, le Président français et sa délégation d’hommes d’affaires n’ont rapporté, tout compte fait, qu’une dizaine de petits contrats commerciaux.

Concernant l’achat de matériel militaire français, comme d’habitude, il y eut beaucoup de promesses²...Mais comme « les promesses n’engagent que ceux qui les reçoivent », à l’heure où ces lignes sont écrites, on ne sait toujours pas si elles seront honorées...

² Le projet de défense anti-aérienne de la société française Thalès, dit MK3, d’un montant global de 5 milliards d’euros, est en négociation depuis quatre ans...Les Français attendent toujours la signature du roi Abdallah...

Enfin, l'exemple russe est là pour nous rappeler que la soumission du commerce à la politique, et non l'inverse, reste toujours la meilleure formule pour réussir une politique extérieure...

Roland Lombardi
Doctorant à l'IREMAM, Aix-Marseille Université
Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil
Janvier 2014